
Etats-Unis et OGM : une diplomatie offensive révélée par Wikileaks

Description

Les jeux de la diplomatie ont toujours été le royaume de l'opacité... Cela ne date pas d'aujourd'hui. Les États-Unis, en tant que première nation productrice d'OGM, ont tout intérêt à faire pression sur les autres pays pour qu'ils ouvrent leur porte aux OGM. On imaginait donc facilement Washington utiliser ses diplomates pour faire pression sur les pays les plus récalcitrants... Les câbles révélés par Wikileaks confirment ce scénario.

Au Vatican, à Madrid, à Paris, mais aussi à Rome, au Caire, etc., les ambassades des États-Unis cherchent à imposer les PGM : c'est ce que nous confirment les dernières fuites obtenues par Wikileaks. Pour la France, le moratoire sur le maïs Mon810 décrété en 2008 et « le soutien apparent au principe de précaution » sont jugés « néfastes » par les autorités américaines.

L'alliance incongrue entre un syndicat français et les États-Unis

Le 14 décembre 2007, Craig Stapleton, ambassadeur des États-Unis à Paris, écrivait dans un télégramme : « *L'Europe recule plutôt que d'avancer sur cette question [des PGM, ndlr] avec la France qui joue un rôle de premier plan, avec l'Autriche, l'Italie et même la Commission. Passer à des représailles montrerait clairement que la voie actuelle a un coût réel pour les intérêts européens et pourrait aider à renforcer la voix européenne pro-biotechnologique* ». L'ambassadeur suggère donc explicitement pour les États membres de l'UE des « représailles » s'ils n'assouplissent pas leur politique qu'il considère comme défavorable aux PGM, donc aux intérêts des États-Unis. Il recommande, toujours selon ses propres paroles, « *de dresser une liste de représailles ciblées qui causeraient une certaine douleur à l'Union européenne puisqu'il s'agit d'une responsabilité collective, mais qui se concentreraient sur les pires coupables. La punition doit être mesurée plutôt que brutale et doit être durable sur le long terme, puisque nous ne nous attendons pas à une victoire rapide* ». Or, si on en croit les écrits de l'ambassadeur, les mesures de rétorsions lui auraient été soufflées par les « pro-bio- tech » français, y compris au sein du syndicat agricole. Ces mesures envers la France seraient le seul moyen de faire bouger le pays. Cette attitude est plus étonnante et réellement scandaleuse... surtout quand on se rappelle qu'un certain nombre de produits agricoles français (comme le Roquefort) sont toujours victimes d'un boycott officiel de la part des États-Unis.

Le télégramme ne précise pas le nom du syndicat, mais il semble évident qu'il s'agisse de la FNSEA, syndicat majoritaire, dont les positions par rapport aux PGM oscillent entre la prudence économique et le soutien idéologique. Dans une lettre ouverte [1], la Coordination rurale a demandé à la FNSEA de s'expliquer. Réponse : « *personne n'a jamais été mandaté pour intervenir. [...] C'est une rumeur [...]* La FNSEA n'a rien à voir avec ça » [2].

Le Vatican, un symbole fort pour les États-Unis

Nous l'avons vu dans nos différents articles [3], le Vatican oscille entre prudence et laisser-faire. Nous avons repéré deux câbles issus de la diplomatie états-unienne au Vatican, le premier datant de 2001

et le second de 2009. On y retrouve la même idée : le Vatican doit continuer à être l'objet d'un important lobby afin qu'il parle en faveur des PGM, « *en espérant qu'une voix plus forte à Rome encouragera les chefs individuels de l'Eglise, n'importe où, à reconsidérer leur vision critique* ». En effet, l'ambassadeur note que plusieurs évêques, aux Philippines ou en Afrique du Sud, sont peu favorables aux PGM. Or, regrette l'ambassadeur, « *quand des responsables ecclésiastiques, pour des raisons idéologiques ou par ignorance, parlent contre les OGM, le Vatican n'estime pas – du moins pas encore (sic !) – qu'il est de son devoir de les contredire* ». Le câble de 2001 nous apprend en outre que l'ambassade a « *sponsorisé deux discussions sur ce thème en impliquant des experts scientifiques attachés au Vatican* » afin de « *promouvoir une approche plus positive de l'utilisation des OGM dans les pays en développement* ».

Rome : une législation trop restrictive ?

Selon d'autres câbles révélés par Wikileaks, les États-Unis ont mis sous pression le gouvernement italien en 2003 pour éviter l'entrée en vigueur « *d'un décret extrêmement restrictif sur la coexistence* », considéré par les États-Unis comme défavorable aux OGM, décret soutenu par le ministre de l'Agriculture, Gianni Alemanno. Le câble se poursuit ainsi : « *Étant donné les conséquences négatives de cette proposition, notamment pour les exportations de semences des Etats-Unis vers l'Italie* », l'ambassadeur Semblar a rencontré le ministre des Affaires étrangères, Franco Frattini et le conseiller personnel de Berlusconi, Gianni Letta. Ce dernier a aussi téléphoné personnellement à Berlusconi en présence de l'ambassadeur. Le résumé du câble est on ne peut plus clair : « *Letta et le Premier Ministre ont assuré à l'ambassadeur que, soit au niveau technique soit au niveau politique, la proposition de décret d'Alemanno sera bloquée* ». Si l'auteur du câble se félicite des réponses qui « *offrent un haut degré de probabilité que la tactique d'Alemanno soit fourvoyée* », il avoue certaines inquiétudes : « *nous nous attendons à ce que le ministre de l'Agriculture trouve d'autres moyens pour réaliser sa vision d'une Italie libre d'OGM* ».

L'Espagne, l'allié infallible des États-Unis

Washington semble être particulièrement intéressé par la position espagnole, ce qui est logique étant donné qu'il s'agit du pays européen qui cultive le plus de maïs GM et cela depuis de nombreuses années. Dans un entretien le 13 mai 2009, un responsable de Monsanto Espagne a affirmé au responsable de l'ambassade des États-Unis que « *l'Espagne devient de plus en plus la cible des forces anti-biotechnologie en Europe et que la culture du Mon810 en Espagne était sérieusement menacée* ».

Pour les États-Unis, la montée de l'opposition aux PGM se manifeste à travers le projet de loi catalane pour interdire la culture des PGM (« *ce qui serait source de graves préoccupations car la Catalogne est le centre des cultures transgéniques* »), ou encore la loi adoptée au Pays Basque le 21 avril 2009 qui « *pourrait conduire les agriculteurs à arrêter de cultiver du maïs Mon810* » du fait d'une coexistence strictement encadrée. Pour faire face à cela, Josep Puxeu, alors Secrétaire d'État chargé du milieu rural et de l'eau, a contacté l'ambassade des États-Unis pour « *exprimer sa préoccupation quant à la pression croissante que le gouvernement espagnol subit pour interdire le maïs Mon810* ». Josep Puxeu, défini par l'ambassade comme « *un défenseur traditionnel des biotechnologies* », a donc demandé aux États-Unis de « *maintenir la pression sur Bruxelles pour que l'agriculture biotechnologique reste une option pour les États membres* » et a souhaité que « *le gouvernement des États-Unis travaille avec l'Espagne dans ce sens* »

. Le câble précise que J. Puxeu a conclu son entretien ainsi : « *c'est la pire semaine de ma vie* », du fait des pressions qu'il affirme avoir subies pour interdire le maïs Mon810. Puxeu craque : il se confie à l'ambassade.

D'autres câbles montrent que l'Ambassade des États-Unis intervient différemment dans la politique intérieure ibérique : elle soutient la fusion des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement afin de diminuer l'influence des « fractions anti-OGM » au sein du ministère de l'Environnement... Cette fusion, peut-on lire, « *est probablement bénéfique pour impulser une meilleure acceptation de l'agriculture biotechnologique* ». L'Ambassade est aussi intervenue lors du remaniement ministériel. Les États-Unis ont appuyé la nomination au poste de ministre de l'Environnement de Mme Espinosa, « *ex-ministre de l'Agriculture qui a précédemment soutenu les OGM* », contre Cristina Narbona, ex-ministre de l'Environnement qui a cherché à durcir le décret sur la coexistence. Et au moment du vote du décret sur la coexistence, alors que le ministère de l'Environnement cherchait à durcir le décret, l'Ambassade des États-Unis a tout fait pour empêcher que celui-ci soit adopté, et participé à la nomination de Cristina Garmendia au ministère de la Science, qui a « *travaillé pour un groupe industriel de biotechnologie (non agricole)* » et qui « *peut être une alliée lors des discussions au Cabinet* ».

Enfin, un câble analyse le vote espagnol à Bruxelles, le 2 mars 2009 : l'Espagne s'est associée à la France pour voter contre la levée du moratoire autrichien et hongrois. Le câble précise que ce vote ne signifie pas un changement d'attitude du gouvernement espagnol vis-à-vis des OGM et que selon des sources de l'industrie, « *c'est un geste politique pour remercier le président français Sarkozy d'avoir favorisé la présence de Zapatero lors du sommet du G20 à Washington* ». On se doutait bien que les votes au niveau européen sur les OGM n'étaient pas dénués de considérations politiques sans rapport avec l'objet du vote... La révélation de Wikileaks confirme cette pratique. En résumé, l'Ambassade des États-Unis appelle son gouvernement à renouveler son soutien à la position espagnole basée sur des critères scientifiques sur les biotechnologies agricoles, « *en intervenant pour soutenir fortement les positions de l'AESA (Agence européenne de sécurité alimentaire)* ». Elle lui suggère aussi de favoriser la rencontre entre des scientifiques non états-uniens et des personnalités influentes espagnoles.

Références

Les câbles utilisés pour la rédaction de cet article sont les suivants :

Ambassade des E.U. à Paris : [07PARIS4357](#) et [07PARIS4723](#)

Ambassade des E.U. à Madrid : [08MADRID489](#), [09MADRID482](#) et [09MADRID1013](#)

Ambassade des E.U. au Vatican : [01VATICAN3507](#) et [09VATICAN119](#)

Ambassade des E.U. à Rome : [03ROME5149](#)

date créée

08 Mar 2011